



## Faire connaître notre Fédération et reconnaître son action

**N**ous n'avons d'autre ambition que de faire connaître notre Fédération et reconnaître son action au profit de tous les élèves et du service public laïque d'éducation pour la cohésion sociale par la mixité scolaire. Les DDEN exigent les moyens nécessaires pour combattre les inégalités et les exclusions dans les territoires ruraux et les zones difficiles. C'est le thème de réflexion de notre prochain Congrès amorcé dans ce numéro du *délégué*. Notons aussi, la création d'une Union départementale en Moselle pour notre mission associative, en attendant les nominations dans notre fonction officielle. C'est là, un évènement historique pour notre Fédération qui revendique l'égalité territoriale, y compris, en terre concordataire.

Notre société actuelle cultive l'individualisme et nous incite à nous centrer et nous replier toujours plus sur nous-mêmes. Au nom de la liberté et de l'autonomie, la tentation est grande de flatter l'individualisation du rapport à l'École. Ne s'agit-il pas là des prémices d'une marchandisation qui, sous l'alibi du « libre choix », culte de l'individualisme, trouve refuge dans des écoles communautaires financées par la puissance publique ?

La liberté ne consiste pas à s'isoler, mais au contraire à agir dans l'École laïque pour essayer d'améliorer, autant que possible, les actions communes et concertées que nous voulons conduire avec tous nos partenaires siégeant au conseil d'école, dans le cadre et selon les orientations de notre résolution générale. Nous poursuivons la volonté de faire de l'École publique et laïque un projet collectif consubstantiel avec les principes de la République. L'École laïque est le but et le moyen de la République. Le but parce qu'il permet à chacune et chacun de se construire comme citoyen et le moyen car seuls des citoyens éclairés peuvent faire vivre la République. La cohésion et le rassemblement des acteurs de l'École sont les meilleurs outils pour assurer la survie et la promotion des principes et des valeurs qui fondent la première institution de la République.

Dans un environnement changeant devenu particulièrement complexe, est-il raisonnable de prétendre pouvoir seul capter l'ensemble des informations concernant l'École ? Pouvons-nous, à nous seuls en tirer la substantifique moelle et mettre en œuvre, de la meilleure façon qui soit, toutes les actions qui en assureront le succès ? On ne peut pas travailler seul. Nous devons nous inscrire dans ce lien social de l'école où nous agissons, en relation d'interdépendance.

Pour être plus efficace dans la défense de l'École publique et des valeurs qui la fondent, nous devons associer dans nos projets et actions différents partenaires qui, tout en maintenant nos autonomies respectives, acceptent de mettre en commun leurs efforts en vue de réaliser un objectif commun afférent à un problème ou à un besoin clairement identifié. Ainsi nous agissons, depuis longtemps, en partenariat solidaire dans le CNAL, la JPA, le CAPE, le Cofrade, l'Ortej, l'ESPER, Solidarité-Laique, le Concours des Écoles Fleuries... Dans ces associations un partenariat actif se construit dans nos intérêts, motivations et missions respectifs pour gagner en efficacité à plusieurs. Ainsi, dès le dernier Congrès, à Grenoble, avons-nous souhaité faire mieux comprendre les valeurs et les principes républicains par la mise en œuvre d'un projet collectif : « Se construire Citoyen » pour mieux faire connaître notre mission associative liée, en particulier à la Laïcité. N'est-ce pas là, aussi, un projet pour mieux faire connaître notre fonction officielle, méconnue, y compris par des responsables institutionnels ? Cette action spécifique « Se construire Citoyen » nous permet d'initier de nouveaux partenariats avec le Défenseur des Droits, l'Association des Maires de France (AMF), le soutien des syndicats d'inspection et jusqu'à la Doyenne de l'Inspection générale.

Notre Fédération n'a d'objectif que de mieux interagir avec toutes celles et tous ceux qui souhaitent promouvoir les valeurs qui nous animent. Celles-ci constituent le socle de la société dans laquelle nous voulons vivre. Rappelons, ici et encore, notre Résolution : « Pour forger l'unité nationale, la République doit réaffirmer par son système éducatif laïque, la nécessité d'édifier et de respecter la liberté de conscience des élèves qui lui sont confiés, d'éveiller leur sens critique et d'œuvrer à l'émancipation de toutes et de tous ».

**« Nous avons toujours la volonté de faire de l'École publique et laïque un projet collectif consubstantiel avec les principes de la République. »**